

BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Ouest

(hors Nigéria-Ghana)

N°586 – 30 mai 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Partenariat entre la BERD et l'UE en vue de favoriser des investissements au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Sénégal

Le 21 mai 2025, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et l'Union européenne (UE) [ont annoncé](#) leur partenariat en vue d'identifier de nouvelles opportunités d'investissement dans 6 pays d'Afrique subsaharienne, dont le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Dans le cadre de sa stratégie Global Gateway, l'UE mobilisera 15 M EUR pour des activités d'assistance technique qui seront déployées par la BERD et destinées à préparer des projets dans les secteurs de l'agroalimentaire, l'énergie, les infrastructures, les matières premières critiques, la technologie, les médias, les télécommunications et les petites entreprises. Par ailleurs, cette annonce fait suite à [l'octroi de statut de pays bénéficiaire](#) de la BERD au Bénin et à la Côte d'Ivoire le 15 mai 2025. Le processus d'adhésion du Sénégal à la BERD est également en cours.

100 M USD engagés par la BIDC et ITFC en faveur du commerce dans la CEDEAO

Le 26 mai 2025, la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) [a signé](#) un accord de financement syndiqué avec la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC), filiale de la Banque islamique de développement, d'un montant de 100 M USD. Cet accord permettra pour renforcer le financement du commerce et

Le chiffre à retenir

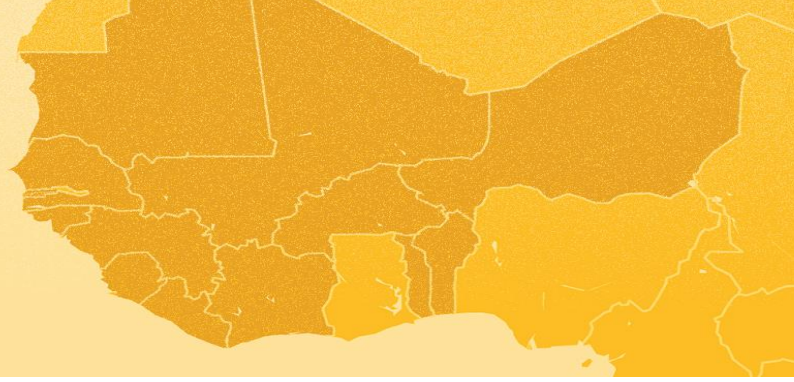
2,3 Mds EUR

Le montant total des décaissements effectués dans le cadre du Contrat de désendettement et de développement (C2D) en Côte d'Ivoire depuis 2013

la compétitivité des entreprises dans les Etats membres de la CEDEAO.

100 M EUR octroyés par l'AFC pour renforcer les activités minières de Mota-Engil au Mali et en Côte d'Ivoire

Le 26 mai 2025, l'Africa Finance Corporation, société financière multilatérale panafricaine spécialisée dans le financement des infrastructures, [a annoncé](#) avoir octroyé un montant de 100 M EUR à la société Mota-Engil Africa, filiale du groupe de construction portugais Mota-Engil Group, afin de renforcer ses activités minières en Côte d'Ivoire et au Mali. Consistant en un prêt d'une durée de 5 ans, ce financement devrait permettre Mota-Engil Africa de faire l'acquisition de stocks de matériels, d'infrastructures de chantier et d'équipements pour exécuter trois contrats d'extraction aurifère dans ces pays.



Bénin

348 km de route à l'étude pour renforcer la connectivité et l'intégration régionale

Le 27 mai dernier, le Comité national de suivi et de lancement des études pour trois axes routiers majeurs [a été installé](#) officiellement. Il s'agit des routes Djougou-N'dali (127 km), Allada-Bohicon (75 km) et Aplahoué-Abomey-Bohicon-Covè-Kpédékpo-Kétou-Illara (146 km), des corridors stratégiques pour la connectivité interurbaine dans le pays. Les études, [estimées](#) pour un montant total de 1,3 Md FCFA (2 M EUR), bénéficieront d'un financement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) dans le cadre du Programme d'actions communautaires des infrastructures et des transports routiers (Pacitr). Le lancement des études est prévu pour le 9 juin, avec une durée estimée à 8 mois. La réalisation de ces projets devrait contribuer à faciliter les échanges commerciaux entre le Bénin, le Nigéria, le Togo et les pays de l'hinterland.

Burkina Faso

Suspension de l'arrêt des exportations de noix de cajou

Le gouvernement du Burkina Faso a [levé](#), depuis le 15 mai 2025, la suspension de l'exportation de la noix brute de cajou. Cette mesure, initialement instaurée le 28 mars 2025 pour garantir l'approvisionnement des unités de transformation locales, a été révoquée en raison du niveau d'approvisionnement jugé suffisant et de l'engagement des commerçants à fournir les transformateurs nationaux. Les autorités précisent toutefois qu'une nouvelle suspension pourrait être envisagée si les besoins nationaux l'exigent.

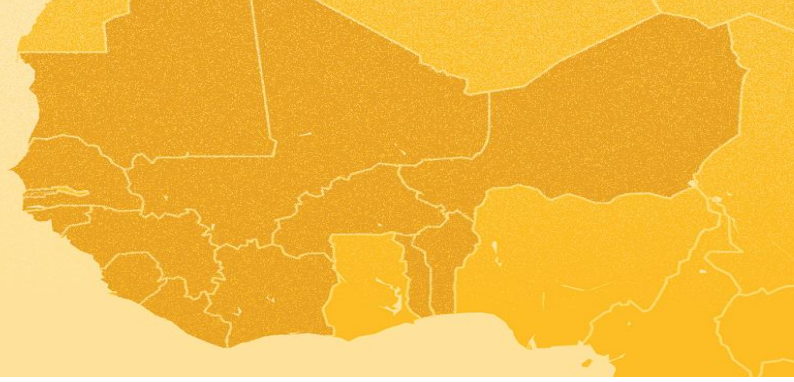
L'inflation se maintient à 2,3 % en g.a en mars 2025

Selon l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), le taux d'inflation en glissement annuel (g.a) s'est [maintenu](#) à 2,3 % en mars 2025, comme le mois précédent. Ce niveau d'inflation est principalement porté par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+6% en g.a), notamment la viande (+18,6 % en g.a), les tubercules et plantains (+36,5 % en g.a), ainsi que les légumes et fruits frais (+10,4 % en g.a). A noter également la hausse des prix des boissons alcoolisées et tabac (+6,6% en g.a). La baisse des prix dans le secteur du logement, eau, électricité et gaz (-4,2% en g.a) a permis d'atténuer ces hausses, contribuant ainsi au maintien du niveau d'inflation également.

Côte d'Ivoire

2,3 Mds EUR décaissés dans le cadre du C2D depuis 2013

Selon une communication adoptée en [Conseil des ministres](#) le 21 mai 2025, la mise en œuvre du Contrat de désendettement et de développement (C2D) a permis, depuis le lancement des premiers projets en 2013, la signature de 45 conventions d'affectation, dont 14 pour le 1er C2D, 15 pour le 2e C2D et 16 pour le 3e C2D, pour un montant total de 1 741,7 Mds FCFA (2,7 Mds EUR). Pour rappel, le C2D est un mécanisme qui permet de convertir en don, des échéances de remboursement d'une partie de la dette ivoirienne envers la France, allouées ensuite à des programmes de lutte contre la pauvreté. Au 31 mars 2025, les décaissements cumulent 1 506,4 Mds FCFA (2,3 Mds EUR), soit 91 % des remboursements. Par ailleurs, dans le cadre du 3e C2D, la Côte d'Ivoire et la France ont signé, le 28 mai 2025, [trois conventions de financement](#) dans les domaines de (i) la santé, avec le projet Bla Kékélé, pour un montant de 19 Mds FCFA (29 M EUR) (ii) l'enseignement supérieur, avec le projet d'Appui au



développement de l'enseignement des sciences, de la technologie, de la recherche et de l'innovation (ADESTRI), pour 23 Mds FCFA (35,1 M EUR) (iii) l'éducation de base, avec le projet PAREC, pour 47 Mds FCFA (71,7 M EUR).

Une ligne de financement de 2,3 M EUR pour les jeunes entrepreneurs agricoles

Le 23 mai 2025, le ministre ivoirien de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières [a annoncé](#) la mise en place d'un guichet de financement doté de 1,5 Md FCFA (2,3 M EUR), destiné à financer des jeunes porteurs de projets dans le secteur agricole. Selon le gouvernement ivoirien, cette initiative a pour objectif de renforcer l'accompagnement de projets innovants, de créer des emplois et de moderniser le système agricole du pays.

Aurum Resources acquière une participation dans le projet Encore

Le 27 mai 2025, la société minière australienne Aurum Resources [a annoncé](#) avoir conclu un accord avec la société Encore Resources Côte d'Ivoire pour acquérir une participation pouvant atteindre 80 %, selon certaines conditions, dans le projet minier "Encore". Le projet Encore, comprend deux permis d'exploration couvrant ensemble une superficie de 320 km². Il est par ailleurs situé dans le nord-ouest sur deux zones adjacentes au site d'un autre projet aurifère de Boundiali sur lequel Aurum Resources opère et dont elle estime les ressources en or à 45,4 tonnes.

Gambie

Lancement du projet WASIB pour renforcer l'accès à l'eau potable

Le 17 mai 2025, le président de la Gambie a [procédé](#) au lancement à Sifoe (région de la côte ouest) le projet "*Water Supply Project in the Greater Banjul Area*" (WASIB), destiné à améliorer l'approvisionnement en eau potable

du Grand Banjul. Financé à hauteur de 59,1 M EUR par un don (29 M EUR) de l'Agence française de développement (AFD) et un prêt concessionnel (30,1 M EUR) de la Banque européenne d'investissement (BEI), ce [projet](#) vise à étendre le réseau de distribution d'eau avec la pose de nouvelles canalisations et forages, à améliorer la continuité du service jusqu'à 12 heures par jour, à garantir la qualité de l'eau par un laboratoire central et à préparer l'avenir à travers un schéma directeur national de l'eau et de l'assainissement à l'horizon 2050.

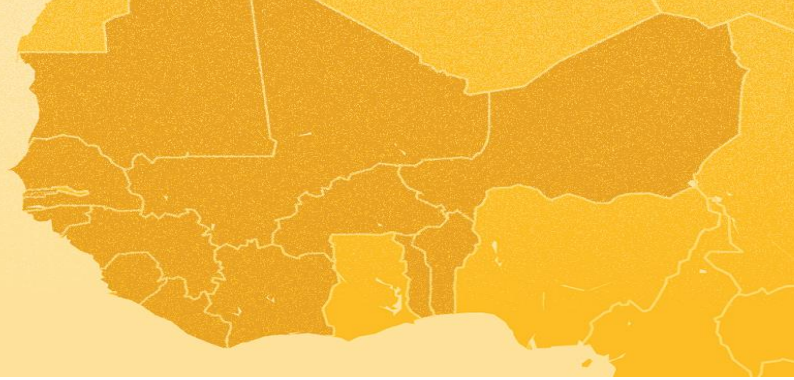
Guinée

Le CNT adopte plusieurs conventions en faveur des infrastructures et de l'investissement

Le Conseil National de la Transition (CNT), organe législatif de la Transition guinéenne, [a adopté](#) plusieurs conventions destinées à renforcer les infrastructures et l'investissement dans le pays. Il s'agit notamment de (i) la convention signée avec UK Export Finance pour le financement partiel de la construction de la Cité administrative de Koloma, dont le coût total est estimé à 284,4 M EUR ; (ii) la convention d'établissement signée avec la société Fermav Industrie Sasu, filiale du groupe guinéen Sonoco, pour le développement d'une filière avicole intégrée, avec à la clé un investissement direct de 65 M USD ; (iii) l'avenant n°5 à la convention de concession du projet de centrale solaire de Koumaguéli, d'une capacité de 40 MW et dont le coût global est estimé à 60 M EUR.

Signature d'un accord de financement de 40 M USD en faveur de la sécurité alimentaire

Le 21 mai 2025, en marge des assemblées annuelles de la Banque Islamique de Développement (BID), le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale [a signé](#) un accord de financement de 40 M USD avec la Société



Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC), filiale du groupe de la BID. Ce financement vise à renforcer la sécurité alimentaire du pays, notamment par l'approvisionnement en riz. Selon les autorités, il s'inscrit dans un package global de 115 M USD accordé par l'ITFC à la Guinée et qui devrait faire l'objet de signature très prochainement. Les autres financements étant répartis comme suit : (i) 40 M USD pour l'ouverture d'une ligne de crédit en faveur de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) ; (ii) 15 M USD pour l'achat de produits stratégiques destinés à la société Electricité de Guinée (EDG) et (iii) 20 M USD pour l'acquisition de fertilisants et d'équipements agricoles.

Mali

Barrick conteste la tentative de mise sous administration provisoire du complexe Loulo-Gounkoto

La société Barrick Mining a [annoncé](#) son opposition à la tentative du Gouvernement du Mali de placer sous administration provisoire le complexe minier de Loulo-Gounkoto, une des plus grandes exploitations aurifères du pays. Cette démarche, déposée le 8 mai par les autorités maliennes devant le tribunal de commerce de Bamako, intervient dans un climat tendu, marqué par le blocage des exportations d'or, la saisie des stocks et la détention prolongée de plusieurs employés de l'entreprise. La décision du tribunal est attendue pour le 2 juin prochain. En outre, malgré ces mesures, Barrick affirme avoir continué à soutenir ses équipes et ses sous-traitants sur place, maintenant le paiement des salaires et des opérations minimales. La société juge cette intervention sans fondement légal, contraire aux accords en vigueur et aux principes de respect mutuel entre partenaires. Elle appelle à la reprise du dialogue avec les autorités maliennes, notamment pour parvenir

à un accord sur la libération de ses employés et la relance des activités.

Niger

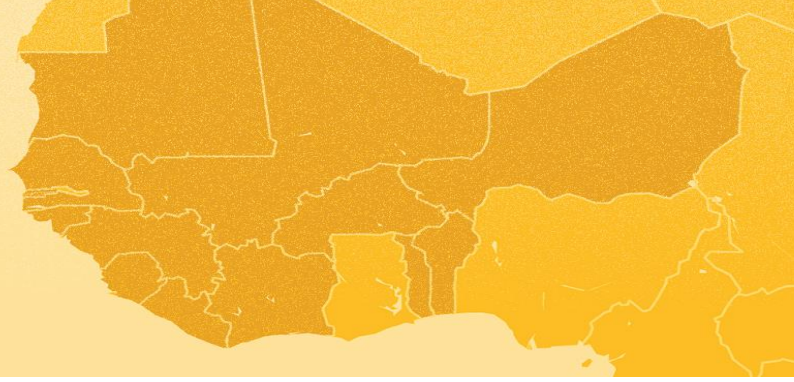
L'inflation ralentit à 0,5 % en g.a en avril 2025

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation s'est [établi](#) à 0,5 % en glissement annuel (g.a) en avril 2025, contre 4,7 % en mars. Ce ralentissement est principalement dû au recul des prix dans les secteurs des restaurants et services d'hébergement (-20,5 % en g.a), de l'information et communication (-12 % en g.a), ainsi que du logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (-8,9 % en g.a). Toutefois, l'inflation reste soutenue par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+8 % en g.a), dont la viande (+10,9 % en g.a) et les huiles végétales (+10,6 %), ainsi que des loisirs, sport et culture (+11,4 % en g.a) et des vêtements et chaussures (+3 % en g.a).

Sénégal

AXIAN Energy lance la construction d'une centrale solaire de 60 MW à Kolda

Le 22 mai 2025, AXIAN Energy, filiale du groupe malgache Axian, a [lancé](#) les travaux de la [centrale](#) solaire Nea Kolda d'une capacité de 60 MW à Tankanto Escalé (dans le sud du pays). Le projet, d'un coût global de 105 M EUR, inclut un système de stockage de 72 MWh. Il est financé à hauteur de 84 M EUR par Emerging Africa Infrastructure Fund (EAAIF), FMO (banque néerlandaise de développement) et la DEG (société allemande d'investissement et de développement du groupe KfW). Les travaux sont réalisés par le consortium Voltalia (France) – Entech (Madagascar). Il vise à fournir de l'électricité à 235 000 personnes tout en contribuant à l'objectif des autorités d'atteindre un mix énergétique en capacité



installée de 40 % d'énergies renouvelables d'ici 2030.

Managem lancera la mine d'or de Boto au 2nd semestre 2025

Le 26 mai 2025, le groupe marocain Managem [a annoncé](#) le démarrage au second semestre de la production de la mine d'or de [Boto](#), à Kédougou. Acquise en avril 2023 auprès de la société canadienne [IAMGOLD](#), la mine est détenue à 90 % par Managem et 10 % par l'État du Sénégal. Elle devrait produire en moyenne 3,6 tonnes d'or par an pendant 11 années. Pour rappel, selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), l'or représente en 2024 environ 15 % de la valeur totale des exportations de biens du Sénégal.

Togo

Inauguration d'un complexe sportif dans la commune Agoè-Nyivé 4

Le 21 mai dernier, le District autonome du grand Lomé (DAGL) [a inauguré](#) un complexe sportif moderne dans la commune Agoè-Nyivé 4, dans le cadre de la 3^e phase du Projet environnement urbain de Lomé (PEUL III). Cette inauguration, qui fait suite à une première inauguration qui a eu lieu le 16 mai dans la commune Golfe 1, s'est déroulée en présence de la ministre des Sports et des Loisirs et de l'ambassadeur de France au Togo. Cela a été l'occasion de présenter cette infrastructure multisport comprenant entre autres des terrains de handball, basketball, football et tennis ainsi que des espaces polyvalents destinés à accueillir des spectacles. Les deux complexes ont été financés par l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 892,6 M FCFA (1,4 M EUR) et 748,5 M FCFA (1,1 M EUR) respectivement.

Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (1/2)

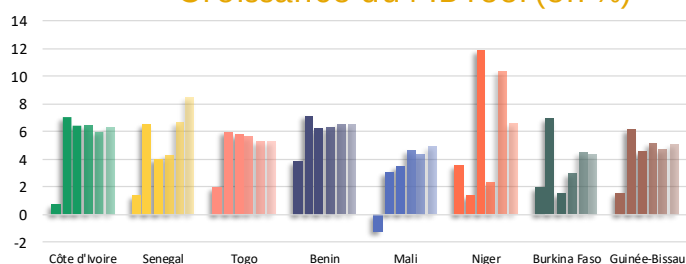
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	6,5 %	6,5 %	6,2 %	1 507	1 532	1 610	1,2 %	2,2 %	2,0 %	15,2 %	15,8 %	16,2 %
Burkina Faso	4,5 %	4,3 %	4,5 %	1 005	1 107	1 181	4,2 %	3,0 %	2,5 %	21,0 %	19,8 %	20,0 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,3 %	6,4 %	2 723	2 872	3 047	3,5 %	3,0 %	2,2 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,7 %	5,1 %	5,0 %	1 104	1 126	1 190	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,6 %	15,4 %	15,7 %
Mali	4,4 %	4,9 %	5,1 %	946	936	971	3,2 %	3,0 %	2,0 %	22,1 %	23,1 %	22,0 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	751	800	9,1 %	4,7 %	3,2 %	9,2 %	10,4 %	11,1 %
Sénégal	6,7 %	8,4 %	4,1 %	1 763	1 811	1 867	0,8 %	2,0 %	2,0 %	19,3 %	21,7 %	22,3 %
Togo	5,3 %	5,3 %	5,5 %	1 052	1 053	1 104	3,3 %	2,3 %	2,0 %	18,8 %	18,6 %	19,1 %
Cap Vert	6,0 %	5,0 %	4,9 %	5 329	5 421	5 762	1,0 %	1,5 %	2,0 %	24,1 %	27,7 %	27,0 %
Gambie	5,8 %	5,9 %	5,0 %	939	988	1 017	11,6 %	9,3 %	6,7 %	20,5 %	22,6 %	22,8 %
Guinée	6,1 %	7,1 %	10,6 %	1 671	1 904	2 176	8,1 %	3,5 %	3,0 %	13,9 %	14,5 %	14,9 %
Liberia	4,8 %	5,3 %	5,5 %	866	908	942	8,2 %	8,2 %	7,4 %	19,2 %	18,9 %	19,9 %
Mauritanie	4,6 %	4,4 %	3,7 %	2 362	2 478	2 523	2,3 %	3,5 %	4,0 %	24,0 %	24,3 %	25,1 %
Sierra Leone	3,7 %	4,7 %	4,9 %	853	916	934	28,4 %	12,9 %	10,4 %	13,0 %	13,5 %	13,4 %
Afrique Subsaharienne	4,0 %	3,8 %	4,2 %	1540	1550	1600	18,3 %	13,3 %	12,9 %	18,7 %	19,0 %	19,1 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dettes publiques (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	37,3 %	38,3 %	37,9 %	-6,4 %	-6,1 %	-5,3 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	54,0 %	52,5 %	51,2 %
Burkina Faso	18,6 %	17,1 %	17,5 %	-6,4 %	-2,1 %	-2,0 %	-5,7 %	-4,3 %	-3,6 %	52,7 %	50,2 %	49,8 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,3 %	30,1 %	-4,2 %	-3,6 %	-2,1 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	58,1 %	56,4 %
Guinée-Bissau	17,8 %	18,3 %	19,3 %	-8,7 %	-5,5 %	-4,6 %	-7,3 %	-3,1 %	-3,1 %	82,3 %	79,4 %	76,7 %
Mali	17,3 %	18,2 %	16,6 %	-6,1 %	-5,1 %	-1,6 %	-2,6 %	-3,1 %	-3,0 %	51,8 %	51,7 %	50,5 %
Niger	20,0 %	21,1 %	20,4 %	-5,5 %	-3,8 %	-4,7 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	43,4 %	42,2 %
Sénégal	37,6 %	28,8 %	26,3 %	-12,1 %	-8,2 %	-6,2 %	-11,7 %	-7,3 %	-5,0 %	113,7 %	111,4 %	110,6 %
Togo	27,8 %	25,8 %	26,8 %	-2,9 %	-3,1 %	-3,0 %	-4,9 %	-3,0 %	-3,0 %	70,6 %	69,5 %	67,7 %
Cap Vert	21,7 %	23,4 %	22,4 %	-0,3 %	-2,2 %	-2,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,9 %	113,7 %	109,6 %	103,9 %
Gambie	23,0 %	22,9 %	23,3 %	-5,6 %	-4,9 %	-3,2 %	-3,9 %	-1,4 %	-0,4 %	72,9 %	67,5 %	63,1 %
Guinée	14,7 %	14,7 %	14,7 %	-19,1 %	-16,0 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,8 %	-2,7 %	47,8 %	39,6 %	35,1 %
Liberia	n.d	n.d	n.d	-21,1 %	-18,2 %	-16,9 %	-2,7 %	-3,5 %	-2,2 %	56,5 %	56,5 %	55,6 %
Mauritanie	30,9 %	29,1 %	28,0 %	-5,8 %	-5,1 %	-4,8 %	-0,1 %	-1,3 %	-1,1 %	44,9 %	45,7 %	47,0 %
Sierra Leone	20,5 %	20,2 %	20,1 %	-5,5 %	-4,8 %	-4,4 %	-4,6 %	-4,2 %	-2,0 %	43,0 %	44,3 %	44,6 %
Afrique Subsaharienne	22,2 %	22,4 %	23,2 %	-1,7 %	-2,5 %	-2,2 %	-4,2 %	-4,2 %	-3,9 %	61,1 %	61,5 %	60,4 %

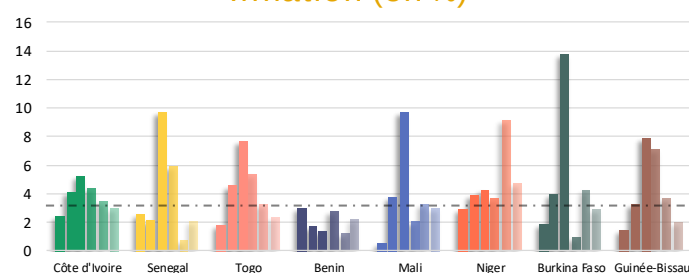


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (2/2)

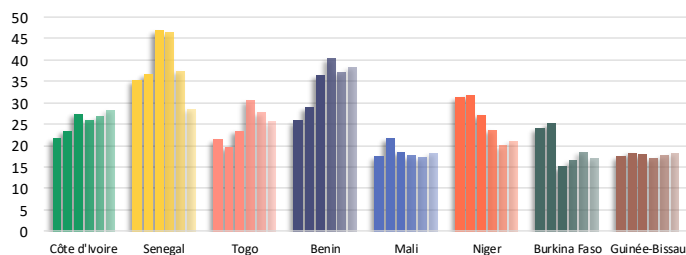
Croissance du PIB réel (en %)



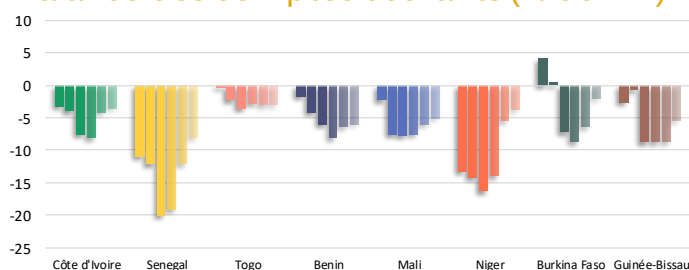
Inflation (en %)



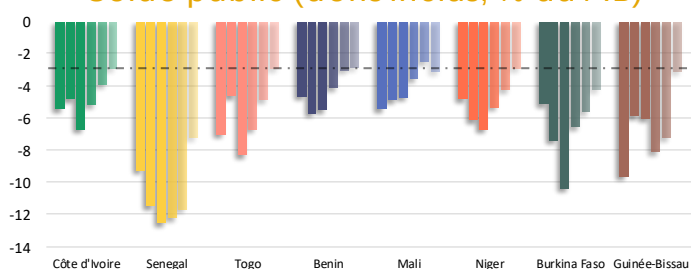
Investissements publics (% du PIB)



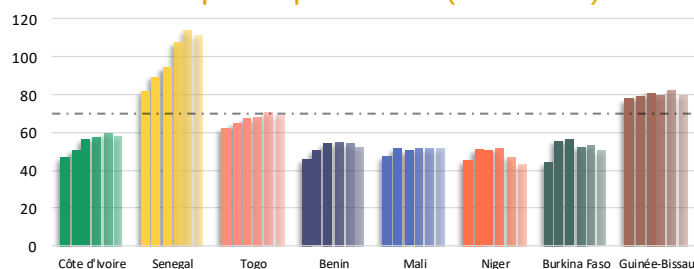
Balance des comptes courants (% du PIB)



Solde public (dons inclus, % du PIB)



Dette publique brute (% du PIB)



■ 2020 ■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 — — — — — Seuil régional (quand existant)

Source: World Economic Outlook – Avril 2025 – FMI

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](https://www.linkedin.com/company/dgtresor)